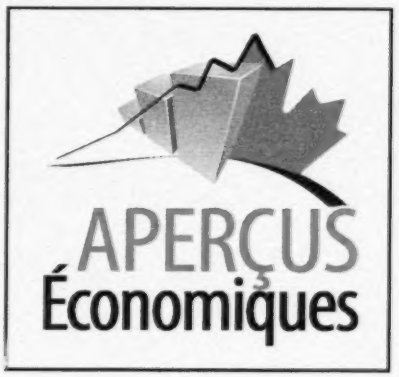
N° 11-626-X au catalogue — N° 072
ISSN 1927-5048
ISBN 978-0-660-08254-7

Aperçus économiques

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2017



par Guy Gellatly et Elizabeth Richards

Date de diffusion : le 20 avril 2017

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-514-283-9350

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels dans les tableaux

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0^s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
^{p}	provisoire
^{r}	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
^{E}	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p<0,05$)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2017

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML **est aussi disponible.**

This publication is also available in English.

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2017

par Guy Gellatly et Elizabeth Richards, Direction des études analytiques

Le présent article de la série *Aperçus économiques* offre aux utilisateurs un aperçu intégré des changements récents qui ont touché la production, l'emploi, la demande des ménages, le commerce international et les prix. Structuré sous forme de sommaire statistique des principaux indicateurs économiques, il a pour but de fournir des renseignements sur les développements récents au sein de l'économie canadienne, en mettant l'accent sur les principaux changements dans les données économiques observés au cours du deuxième semestre de 2016 et au début de 2017. Cet article est accompagné d'une présentation qui souligne les tendances liées à la croissance économique et aux conditions du marché du travail depuis que les prix du pétrole ont commencé à diminuer au milieu de 2014. Sauf indication contraire, les totalisations présentées dans ce rapport sont fondées sur des données désaisonnalisées qui peuvent être consultées dans CANSIM à compter du 7 avril 2017.

Aperçu

L'activité économique s'est raffermie au deuxième semestre de 2016, les dépenses des ménages et les exportations ayant soutenu la croissance. Toutefois, les investissements des entreprises ont continué de ralentir la croissance, alors que les dépenses en machines et matériel, en ouvrages non résidentiels et en propriété intellectuelle affichaient une tendance à la baisse. La production de biens, soutenue par l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques, la fabrication et la construction, s'est accrue, tandis que les services ont affiché une croissance constante, sous l'effet de hausses observées dans la finance, le transport et l'entreposage ainsi que l'immobilier.

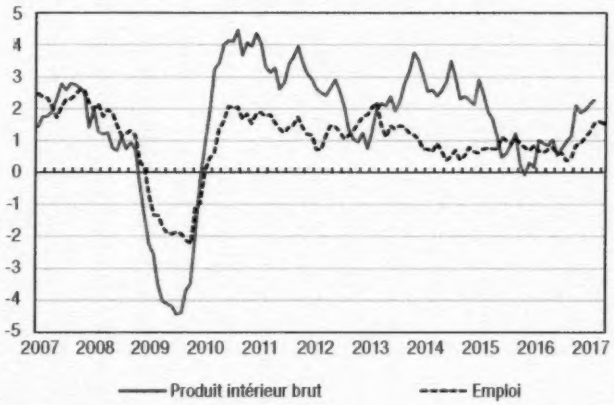
La hausse des prix de l'énergie a stimulé les exportations à la fin de 2016, ce qui a permis au Canada d'afficher un excédent au chapitre du commerce de marchandises en novembre et en décembre. Les exportations de produits énergétiques se sont chiffrées à 40,8 milliards de dollars au deuxième semestre de 2016, en hausse par rapport à la valeur de 30,8 milliards de dollars des exportations pour les six premiers mois de l'année. Les exportations totales de produits non énergétiques ont légèrement augmenté pendant le deuxième semestre de l'année. Ainsi, le Canada a affiché un troisième excédent consécutif dans le domaine du commerce de marchandises en janvier 2017.

L'emploi a affiché une croissance marquée au deuxième semestre de 2016, principalement sous l'effet des hausses observées dans le secteur privé. L'emploi chez les travailleurs du groupe d'âge principal a crû pendant le quatrième trimestre, alors que l'emploi à temps plein s'est accru à la fin de 2016 et au début de 2017. La croissance de l'emploi s'est concentrée au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique.

Dans l'ensemble, la croissance de la production et de l'emploi s'est accélérée au cours du deuxième semestre de 2016. D'une année à l'autre, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel s'est établie à 2,1 % en décembre, alors que la croissance de l'emploi a crû pour atteindre 1,3 %, ce qui constitue l'augmentation d'une année à l'autre la plus prononcée depuis le mois d'août 2013. Globalement, la production et l'emploi ont continué de se raffermir au début de 2017 (graphique 1).

Graphique 1
Production et emploi

variation d'une année à l'autre (pourcentage)



Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 282-0087 et 379-0031.

Les ménages ont soutenu la croissance à la fin de 2016, alors que les exportations ont ralenti

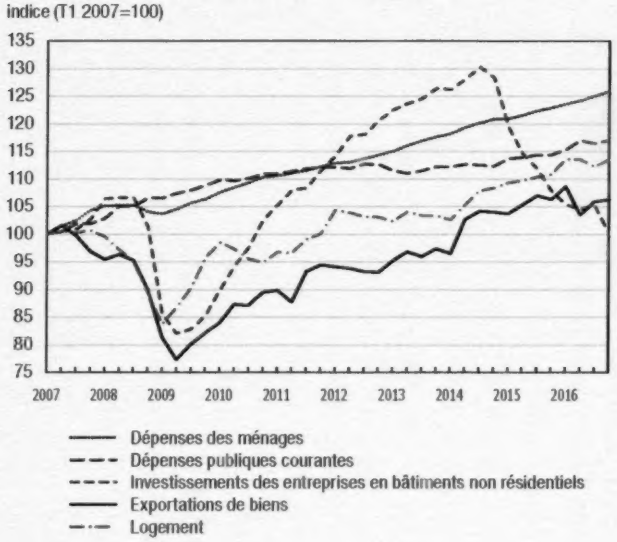
La production s'est raffermie au deuxième semestre de 2016, alors que l'économie a connu une reprise après avoir subi les conséquences des feux de forêt qui ont sévi dans le nord de l'Alberta plus tôt au cours de l'année et après que l'effet du recul des prix mondiaux du pétrole s'est estompé. Le PIB réel a augmenté de 0,6 % (d'un trimestre à l'autre) au quatrième trimestre, après avoir progressé de 0,9 % au troisième trimestre. Précédemment, la production avait crû de 0,7 % au cours du premier trimestre de 2016 avant de se contracter de 0,3 % au

deuxième trimestre. Aux États-Unis, la croissance du PIB réel a ralenti pour s'établir à 2,1 % (taux annualisé) au quatrième trimestre, en baisse de 3,5 % par rapport au troisième trimestre.

Les dépenses de consommation au Canada ont continué de soutenir la croissance au deuxième semestre de 2016. Les dépenses finales des ménages ont augmenté de 0,6 % au quatrième trimestre, après avoir progressé de 0,7 % au troisième trimestre (graphique 2). Les dépenses en biens durables se sont accrues à la fin de 2016, les achats de véhicules automobiles ayant augmenté au quatrième trimestre après deux trimestres consécutifs de baisse. Les dépenses en meubles et accessoires d'ameublement se sont également accrues à la fin de 2016. Par ailleurs, les dépenses en services ont connu un ralentissement au quatrième trimestre.

Pour l'ensemble de l'année 2016, les dépenses de consommation finale des ménages ont progressé de 2,2 %, en hausse par rapport à 1,9 % en 2015. Sous l'effet de l'accroissement des ventes d'automobiles, les dépenses en biens durables ont enregistré une hausse de 3,6 % en 2016, contre 2,8 % en 2015.

Graphique 2
Produit intérieur brut réel, certains agrégats



Note : T1 : premier trimestre.
Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 380-0064.

La croissance des volumes des exportations a ralenti à la fin de 2016. Les exportations ont augmenté légèrement (+0,3 %) au quatrième trimestre, après une hausse de 2,3 % au troisième trimestre. Les volumes des exportations de produits énergétiques se sont accrus de 3,5 % au quatrième trimestre, la hausse des exportations de pétrole brut et de pétrole brut bitumineux ayant été partiellement contrebalancée par la baisse des exportations de produits pétroliers raffinés pour combustibles. Les volumes des exportations de véhicules et de pièces automobiles ont fléchi de 4,3 % à la fin de 2016 en raison d'une baisse des exportations de voitures particulières et de camions légers. Les exportations de voitures et de camions légers ont reculé pendant trois trimestres consécutifs, après avoir affiché des hausses notables à la fin de 2015 et au début de 2016. Les exportations de métal et de produits minéraux non métalliques ont augmenté pendant le deuxième semestre de l'année, alors que les exportations de produits forestiers ont connu un ralentissement à la fin de 2016 sous l'effet d'une baisse des exportations de pâtes et papiers.

Pour l'ensemble de l'année 2016, les volumes des exportations se sont accrus de 1,1 %, à la suite d'une augmentation de 3,4 % en 2015. Les exportations de services ont progressé de 4,0 % en 2016, tandis que les exportations de biens ont connu une légère croissance de 0,5 %.

Les volumes des importations se sont affaiblis vers la fin de 2016. Après une hausse de 1,2 % au troisième trimestre, les importations de biens ont fléchi de 4,1 % au quatrième trimestre sous l'effet de reculs importants observés au chapitre des produits énergétiques et des machines et du matériel industriels. La baisse des importations de produits énergétiques à la fin de 2016 s'explique en partie par les activités d'entretien prévues dans les raffineries de l'Est canadien. Par ailleurs, la baisse des importations de machines et de matériel industriels à la fin de 2016 est venue contrebalancer la croissance prononcée enregistrée au troisième trimestre sous l'effet de l'importation d'un important module destiné au projet Hebron.

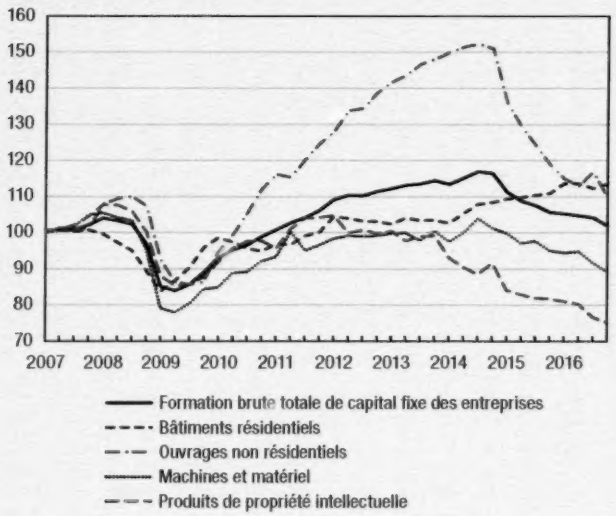
Pour l'ensemble de l'année 2016, les volumes des importations ont reculé de 1,0 %, la hausse des importations de services (+0,2 %) ayant atténué la baisse des importations de biens (-1,3 %). Les volumes des importations ont augmenté de 0,3 % en 2015.

Les investissements des entreprises ont continué de se contracter à la fin de 2016

Les investissements des entreprises en construction non résidentielle ont continué de diminuer au deuxième semestre de 2016. Ensemble, les dépenses en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel ont fléchi de 4,7 % au quatrième trimestre, ce qui constitue le recul le plus prononcé depuis la baisse de 7,0 % enregistrée au premier trimestre de 2015 et la huitième diminution au cours des neuf derniers trimestres.

Après avoir connu une hausse de 3,5 % au troisième trimestre, les dépenses en ouvrages non résidentiels ont affiché à elles seules une baisse de 5,9 % au quatrième trimestre sous l'effet d'un recul des investissements en ouvrages de génie et en bâtiments non résidentiels (graphique 3). Les ouvrages non résidentiels ont contribué en grande partie à la croissance économique de 2010 à 2014, ce qui s'explique par une hausse des dépenses en installations d'extraction de pétrole et de gaz. Après avoir récemment atteint un sommet au troisième trimestre de 2014, les ouvrages non résidentiels ont connu un recul de 27,9 % au total, ce qui constitue une baisse plus marquée et plus prolongée que celle qui a été observée pendant la récession de 2008-2009, période au cours de laquelle les ouvrages non résidentiels ont connu une diminution de 21,6 % du troisième trimestre de 2008 au deuxième trimestre de 2009.

Graphique 3
Formation brute de capital fixe des entreprises



Note : T1 : premier trimestre.
Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 380-0068.

Les investissements des entreprises en machines et matériel se sont également contractés au deuxième semestre de 2016. Les dépenses en capital en machines et matériel ont fléchi de 2,7 % au quatrième trimestre, après avoir diminué de 3,3 % au troisième trimestre, poursuivant ainsi la tendance à la baisse amorcée à la fin de 2014. Les baisses observées pendant ces deux trimestres sont en partie attribuables à une diminution des dépenses en machines et en matériel industriels.

Les investissements en propriété intellectuelle ont aussi affiché une tendance à la baisse pendant le deuxième semestre de 2016, les dépenses d'exploration et d'évaluation minérales ayant diminué. En effet, les investissements en exploration et en évaluation minérales enregistrés au quatrième trimestre de 2016 étaient inférieurs de 70 % aux niveaux observés à la fin de 2014.

Les dépenses en capital allouées aux bâtiments résidentiels (incluses dans la formation brute totale de capital fixe des entreprises) ont atténué les baisses des investissements des entreprises observées à la fin de 2016. Les dépenses du secteur de l'habitation ont crû de 1,2 % au quatrième trimestre, ce qui a fait contrepoids à la baisse enregistrée au troisième trimestre. La construction de logements neufs et les rénovations ont soutenu la croissance à la fin de 2016, tandis que la diminution de l'activité de revente a modéré les investissements en bâtiments résidentiels.

Pour l'ensemble de 2016, les investissements des entreprises en construction non résidentielle ont diminué de 8,4 % après avoir connu une baisse de 11,5 % en 2015. Les investissements dans le secteur de l'habitation se sont accrus de 2,9 % en 2016, ce qui constitue toutefois un ralentissement par rapport à la hausse de 3,8 % observée en 2015.

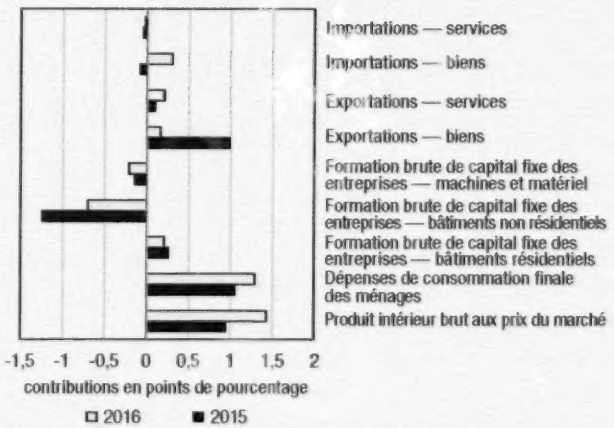
La productivité du travail dans le secteur des entreprises s'est améliorée au deuxième semestre de 2016, après avoir connu une baisse de la productivité attribuable aux feux de forêt dans le nord de l'Alberta au printemps. La productivité du travail a augmenté de 0,4 % au quatrième trimestre, après une hausse de 1,2 % au troisième trimestre. La productivité s'est accrue dans les secteurs de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz au cours des deux trimestres, la production s'étant intensifiée. Après avoir augmenté au troisième trimestre, la productivité dans le secteur de la fabrication a fléchi à la fin de l'année sous l'effet d'un ralentissement de la production.

Une amélioration des termes de l'échange a contribué à l'augmentation du revenu intérieur brut réel au cours du deuxième semestre de 2016. Le PIB nominal a augmenté de 1,7 % au quatrième trimestre, après avoir progressé de 1,5 % au troisième trimestre.

Pour l'ensemble de l'année 2016, le PIB réel du Canada a augmenté de 1,4 %, ce qui fait suite à une croissance économique de 0,9 % en 2015. Les dépenses des ménages ont constitué le principal facteur à l'origine de la croissance du PIB en 2016. En 2016, la contribution positive à la hausse de la croissance des exportations et la contribution négative à la baisse de la diminution des investissements des entreprises en construction non résidentielle se sont toutes deux atténuées (graphique 4).

Aux États-Unis, le PIB réel a progressé de 1,6 % en 2016, comparativement à 2,6 % en 2015.

Graphique 4
Contributions à la croissance du PIB réel, certaines composantes



Notes : Les données sur le produit intérieur brut désignent des taux de croissance annuelle; toutes les autres données désignent des contributions en points de pourcentage aux taux de croissance annuelle du PIB réel. Pour obtenir d'autres données sur ces contributions, veuillez consulter le tableau mentionné ci-dessous.
Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 380-0100.

L'extraction des ressources et la construction ont soutenu la croissance de la production à la fin de 2016

La production des industries productrices de biens s'est raffermie au deuxième semestre de 2016, en hausse pendant cinq des six derniers mois de l'année. La croissance observée au troisième trimestre est partiellement attribuable aux secteurs de l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques et de la fabrication, tandis que celle qui a été enregistrée au quatrième trimestre a été soutenue par le secteur de l'extraction par des méthodes non classiques, des activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz et le secteur de la construction. La production dans le secteur de la fabrication a progressé pendant cinq des six derniers mois de 2016 (graphique 5).

Par ailleurs, la production dans le secteur de la construction s'est accrue pendant trois des quatre derniers mois de l'année. La production des industries de la construction a affiché une tendance à la baisse depuis le milieu de 2014, lorsque les prix du pétrole ont commencé à diminuer, sous l'effet des reculs dans la construction non résidentielle et les travaux de génie. Après 24 mois consécutifs de baisse, la production des travaux de génie et autres activités de construction est demeurée stable en novembre et a progressé en décembre. L'augmentation de la production des industries de la construction et des travaux de réparation résidentiels a soutenu la croissance observée à la fin de 2016, tandis que la production des industries de la construction non résidentielle a continué de diminuer.

Graphique 5
Produit intérieur brut réel, certaines industries

indice (janvier 2007=100)

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 379-0031.

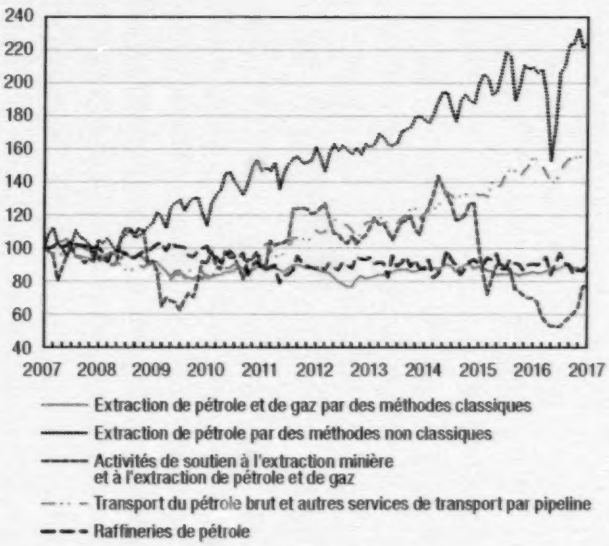
La production des industries de services a augmenté d'une manière continue au deuxième semestre de 2016, sous l'effet de la croissance des secteurs de la finance et des assurances, du transport et de l'entreposage, de l'immobilier et du commerce de détail.

Après avoir affiché des baisses marquées au printemps en raison des fermetures à des fins d'entretien dans les installations de valorisation et des évacuations dues aux feux de forêt dans le nord de l'Alberta, la production des industries de l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques a crû de juin à novembre avant de se contracter en décembre (graphique 6). Ainsi, à la fin de l'année, la production par des méthodes non classiques dépassait de 6,0 % les niveaux observés à la fin de 2015. La production des entreprises qui fournissent des services de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière, y compris des services de forage, s'est accrue d'août à décembre pour afficher une hausse de 19 % d'un mois à l'autre à la fin de l'année. Toutefois, la production de ce secteur s'est contractée de façon marquée depuis que les prix du pétrole ont commencé à diminuer au milieu de 2014, la production enregistrée à la fin de l'année se situant 40 % en deçà des niveaux observés à la fin de 2014.

Récemment, le PIB réel a crû de 0,6% en janvier 2017, ce qui reflète des augmentations dans la fabrication, l'extraction minière, pétrolière et gazière, le commerce de gros et le commerce de détail.

Graphique 6
Produit intérieur brut réel, certaines industries

indice (janvier 2007=100)



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 379-0031.

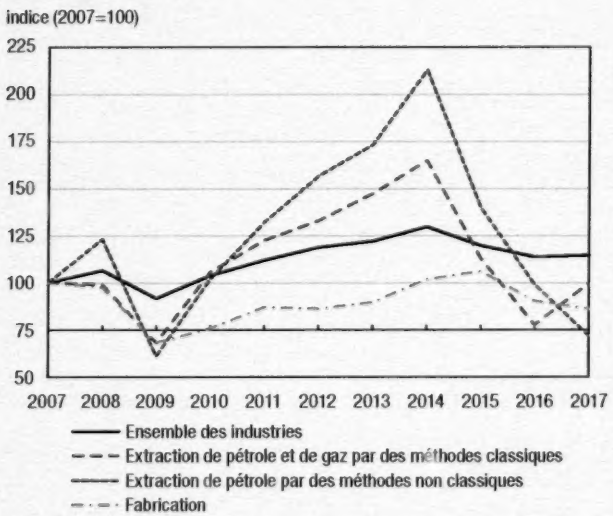
Les perspectives de dépenses en immobilisations dans le secteur privé diminuent légèrement en 2017

Les entreprises du secteur privé prévoient réduire leurs dépenses en immobilisations de 1,6 % en 2017, après avoir affiché des réductions appréciables en 2015 et en 2016[1]. On s'attend à ce que les dépenses en capital du secteur privé augmentent en Ontario et en Saskatchewan et à ce qu'elles diminuent à Terre-Neuve-et-Labrador, en Alberta, au Québec et au Nouveau-Brunswick.

Les industries de l'extraction de pétrole et de gaz prévoient accroître leurs dépenses en immobilisations de 2,3 % en 2017, l'accroissement des dépenses prévues dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques venant contrebalancer l'affaiblissement des perspectives dans le secteur de l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques (-27,4 %) (graphique 7). Les producteurs de pétrole par des méthodes non classiques s'attendent à dépenser 12,0 milliards de dollars en immobilisations en 2017, ce qui correspond à une baisse d'environ deux tiers par rapport aux niveaux observés en 2014, année où un sommet a été atteint à la suite d'investissements importants effectués au cours de la période postérieure à la récession de 2008-2009. Les entreprises qui fournissent des services de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière prévoient engager des dépenses en capital de 1,3 milliard de dollars en 2017, ce qui constitue une baisse d'environ 60 % par rapport aux niveaux observés en 2014.

Dans le secteur de la fabrication, on s'attend à ce que les dépenses en capital diminuent de 4,4 % en 2017, après avoir connu un recul de 14,9 % en 2016. Les fabricants de l'Alberta, du Québec et de la Colombie-Britannique prévoient réduire leurs dépenses, alors que ceux de l'Ontario prévoient les accroître.

Graphique 7
Dépenses en immobilisations non résidentielles, certaines industries



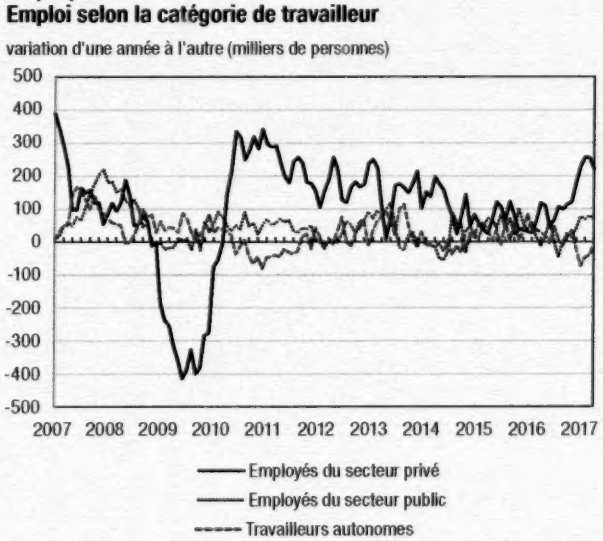
Notes : Les données pour 2016 sont des estimations réelles provisoires; les données pour 2017 traduisent les intentions.
Sources : Statistique Canada, tableau CANSIM 029-0045 et tableau CANSIM 029-0046 .

Les organisations du secteur public, y compris les sociétés d'États et les entreprises publiques, prévoient accroître leurs dépenses en immobilisations de 4,9 % en 2017, après les avoir fait croître en 2016 et en 2015. Ainsi, on s'attend à ce que les dépenses du secteur public augmentent au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique et à ce qu'elles diminuent au Manitoba, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Alberta.

L'emploi s'est raffermi au deuxième semestre de 2016

Le nombre d'emplois total a affiché une croissance de 165 000 (+0,9 %) au cours des six derniers mois de 2016, laquelle a été soutenue par des hausses du nombre de travailleurs du secteur privé, dans les emplois à temps partiel et chez les travailleurs âgés de 55 ans et plus (graphique 8). Le nombre d'emplois dans les services a augmenté de 146 000 au deuxième semestre de l'année, sous l'effet des hausses observées dans les autres services, les administrations publiques, les soins de santé et les services sociaux et la finance et l'immobilier (graphique 9). Après avoir diminué de façon notable au premier semestre de 2016, l'emploi dans le secteur de la production de biens a peu varié au deuxième semestre, les niveaux d'emploi dans l'extraction des ressources et la fabrication s'étant stabilisés. Environ la moitié de l'augmentation nette de l'emploi enregistrée au cours des six derniers mois de l'année est attribuable à une augmentation généralisée dans le secteur des services au Québec, soutenue par des hausses de l'emploi à temps plein et à temps partiel.

Graphique 8
Emploi selon la catégorie de travailleur

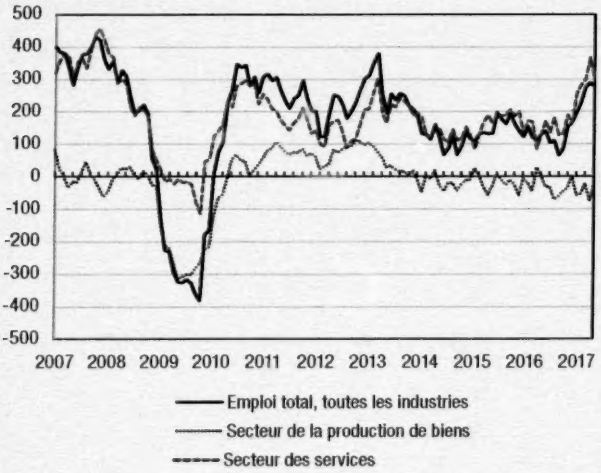


Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 282-0089.

1. Toutes les estimations présentées dans cette section sont exprimées en dollars courants et basées sur les données de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et en réparations publiées le 27 février 2017.

Graphique 9
Emploi, par secteur

variation d'une année à l'autre (milliers de personnes)



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0088.

Le taux de chômage à l'échelon national a affiché un léger recul pour se situer à 6,9 % à la fin de 2016, après être demeuré stable à 7 % de juillet à octobre. Au Québec, le taux de chômage s'est établi à 6,5 % à la fin de l'année, ce qui constitue une diminution de 1,3 point de pourcentage par rapport à décembre 2015. En Alberta, le taux de chômage a continué d'augmenter pendant le deuxième semestre de l'année pour atteindre 9 % en novembre, le taux le plus élevé dans la province depuis le milieu de 1994, pour ensuite fléchir légèrement à la fin de l'année. Les taux de chômage de l'Ontario et de la Colombie-Britannique se sont chiffrés respectivement à 6,4 % et à 5,8 % à la fin de 2016.

Pour l'ensemble de 2016, le nombre total d'emplois a crû de 229 000, ce qui représente la hausse annuelle la plus prononcée de décembre à décembre depuis 2012. Chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif, le nombre d'emplois a progressé de 105 000 en 2016, après avoir légèrement diminué en 2015. La totalité de l'augmentation nette enregistrée en 2016 est survenue dans le secteur des services (+283 000 emplois), et les hausses étaient réparties équitablement entre le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique. Le nombre d'employés travaillant dans les secteurs privé et public a crû de 304 000 en 2016, après avoir augmenté d'au plus 100 000 durant chacune des trois années précédentes.

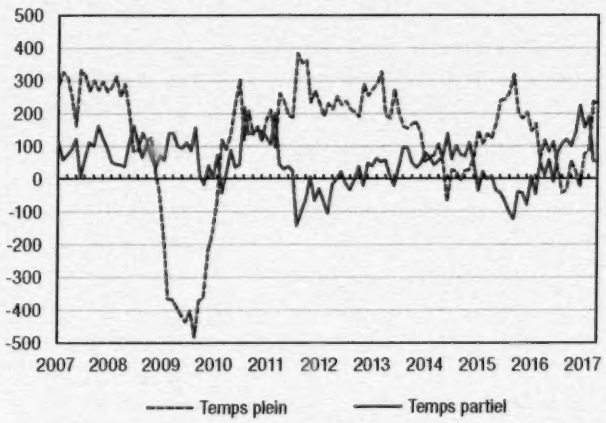
Le nombre d'emplois à temps plein s'est accru à la fin de 2016 et au début de 2017

Après avoir affiché une faible augmentation nette pendant la majeure partie de 2016, l'emploi à temps plein s'est raffermi à la fin de l'année et au début de 2017 (graphique 10). À la suite d'une augmentation de 71 000 en décembre et d'une légère hausse en janvier, le nombre d'emplois à temps plein a crû d'un peu plus de 100 000 en février, ce qui a contrebalancé les pertes dans le travail à temps partiel. Cette croissance de l'emploi à temps plein observée au cours des derniers mois est principalement attribuable aux hausses enregistrées en Ontario et en Colombie-Britannique. Le taux de chômage national a légèrement diminué pour se situer à 6,6 % en février, le niveau le plus bas observé depuis janvier 2015.

L'emploi total a peu varié en mars (+19 000 emplois) et le taux de chômage a diminué légèrement pour atteindre 6,7 %. Le nombre total d'emplois en mars a augmenté de 276 000 d'une année à l'autre, principalement en raison des hausses dans l'emploi à temps plein.

Graphique 10
Emploi par classe

variation d'une année à l'autre (milliers de personnes)



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0087.

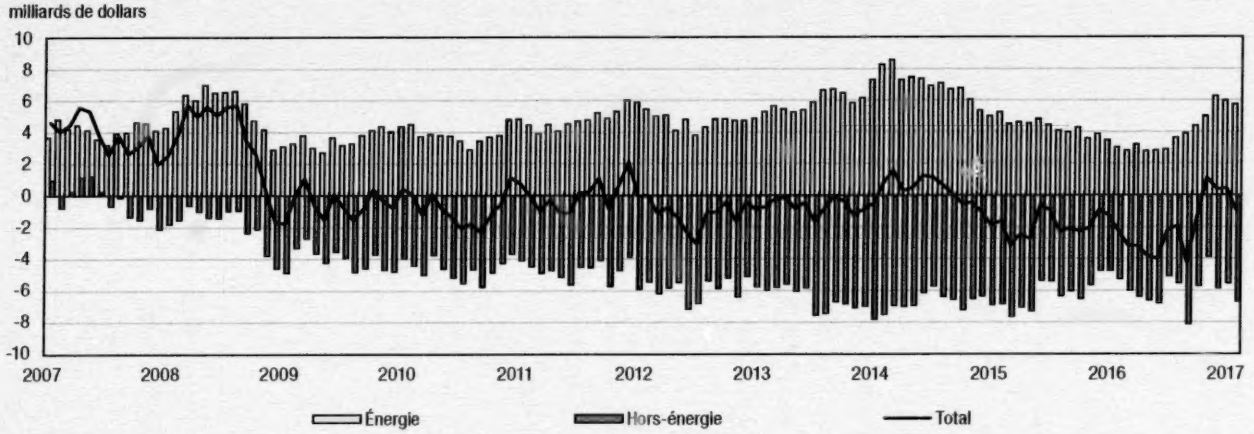
Le pays a enregistré un excédent lié au commerce de marchandises à la fin de 2016

Le Canada a affiché un excédent de 1,1 milliard de dollars du commerce de marchandises en novembre 2016, ce qui reflète une augmentation de l'excédent au chapitre des produits énergétiques et une réduction du déficit au chapitre des produits non énergétiques. Il s'agit du premier excédent commercial mensuel depuis septembre 2014. La hausse de l'excédent lié aux produits énergétiques, qui a été soutenue par une augmentation des prix, a aussi contribué à l'excédent lié au commerce de marchandises observé à la fin de l'année et en janvier 2017 (graphique 11).

Toutefois, pour l'ensemble de 2016, le déficit commercial du Canada s'est creusé pour se situer à 26,1 milliards de dollars, en hausse par rapport au déficit de 23,0 milliards de dollars enregistré en 2015. Ce recul s'explique par la diminution de la valeur des exportations de produits énergétiques.

Plus récemment, le Canada a affiché un déficit de 972 millions de dollars en février, ce qui reflète des baisses généralisées des exportations.

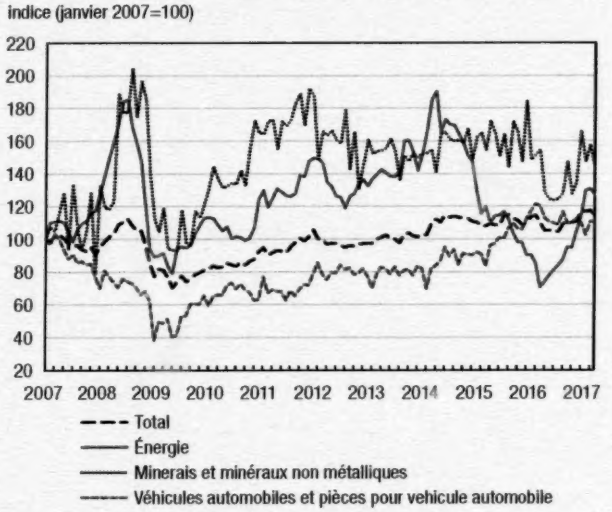
Graphique 11
Balance commerciale des marchandises, produits énergétiques et non énergétiques



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 228-0059.

Au deuxième semestre de 2016, les exportations totales se sont accrues de 4,7 % par rapport aux six premiers mois de l'année, la hausse des exportations de produits énergétiques ayant contribué aux trois quarts de la croissance. Les exportations de produits en métal et de produits minéraux non métalliques ont également contribué à cette croissance, en hausse de 7,3 % au deuxième semestre sous l'effet d'une augmentation des prix des métaux précieux et alliages en métaux précieux sous forme brute, notamment l'or et l'argent. Les exportations de véhicules et de pièces automobiles, en baisse de 3,2 % au deuxième semestre, sont venues atténuer la croissance des exportations. Les exportations d'automobiles ont ainsi diminué par rapport au récent sommet observé au début de 2016. Les fabricants de véhicules automobiles ont modernisé leurs usines au début de 2015 (Richards, 2017), ce qui a contribué à la hausse des exportations observée à la fin de 2015 et au début de 2016 (graphique 12).

Graphique 12
Exportations de marchandises, selon le groupe de produits



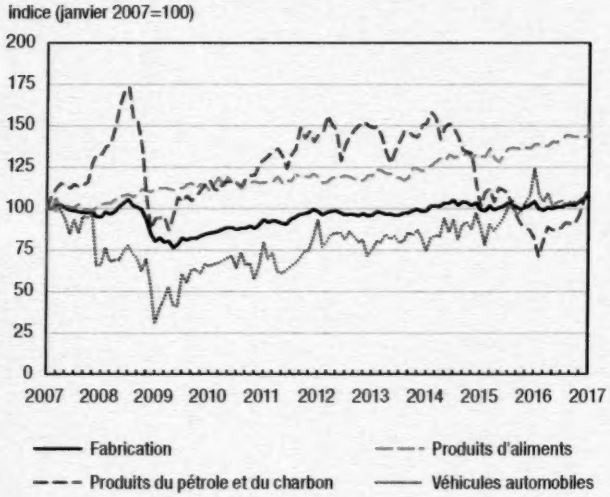
Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 228-0059.

Pour l'ensemble de 2016, les exportations ont diminué de 0,7 % en raison d'une baisse des prix des produits énergétiques. Ainsi, en 2016, les exportations totales de produits énergétiques ont fléchi de 14,5 %. Malgré une reprise des prix de l'énergie au deuxième semestre de l'année, la valeur des exportations de produits énergétiques à la fin de 2016 est demeurée bien en deçà des niveaux enregistrés en 2014. Les exportations totales de minerais et de minéraux non métalliques ont diminué de 14,2 % en 2016 sous l'effet d'une diminution des exportations de potasse, la baisse de la demande de l'Asie ayant donné lieu à une diminution des prix de la potasse au cours de l'année. Ces reculs observés au chapitre des ressources ont été partiellement contrebalancés par une augmentation des exportations annuelles de véhicules et de pièces automobiles, en hausse de 9,5 % en 2016, augmentation soutenue par le récent sommet atteint au début de l'année.

La hausse des prix du pétrole a stimulé les ventes dans le secteur de la fabrication

Après avoir diminué durant le premier semestre de 2016, les ventes totales du secteur de la fabrication ont augmenté de 2,2 % au deuxième semestre de l'année, sous l'effet de la hausse des prix des produits pétroliers raffinés (graphique 13). La hausse des ventes des fabricants de produits du pétrole et du charbon a contribué à environ la moitié de la croissance des ventes totales du secteur de la fabrication au cours des six derniers mois de l'année. L'augmentation des ventes de produits alimentaires, de produits chimiques et de la première transformation des métaux a également contribué à la croissance globale, tandis

Graphique 13
Ventes de fabrication, certaines industries



Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 304-0014.

que la diminution des ventes de véhicules automobiles est venue atténuer la croissance. Les ventes des fabricants de véhicules automobiles sont demeurées en deçà du récent sommet atteint au premier trimestre de 2016 et ont diminué de 4,2 % au deuxième semestre de 2016.

Pour l'ensemble de 2016, les ventes du secteur de la fabrication se sont accrues de 1,0 %, la hausse des ventes de véhicules automobiles et de produits alimentaires ayant contrebalancé les baisses liées aux prix dans la fabrication de produits du pétrole et du charbon. Les ventes des fabricants de véhicules automobiles ont augmenté de 11,9 % en 2016, à la suite d'une croissance de 9,0 % en 2015. Comme il est indiqué précédemment, les fabricants d'automobiles canadiens ont investi dans la modernisation de leurs usines au début de 2015, ce qui a contribué à des hausses importantes à la fin de 2015 et au début de 2016. Toutefois, malgré les hausses observées en 2016, les ventes annuelles du secteur de la fabrication sont demeurées en deçà des niveaux de 2014.

Tout récemment, en janvier, les ventes du secteur de la fabrication ont progressé de 0,6 %, ce qui représente une troisième hausse consécutive attribuable aux ventes de produits du pétrole et du charbon ainsi qu'aux ventes de produits chimiques.

La hausse des prix de l'essence a soutenu les ventes au détail à la fin de 2016

Les ventes au détail totales ont augmenté de 1,3 % au deuxième semestre de 2016 par rapport aux six premiers mois de l'année, sous l'effet d'une hausse des ventes des stations-service liée aux prix de l'essence et de la vigueur soutenue des ventes des concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles. Si l'on exclut les ventes des stations-service, l'augmentation des ventes au détail totales se chiffre à 0,6 % au deuxième semestre de l'année. L'augmentation des ventes en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec explique la majeure partie de la croissance observée au deuxième semestre de 2016.

Pour l'ensemble de 2016, les ventes au détail se sont accrues de 3,7 %, sous l'effet d'une hausse des ventes des concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles. La plupart des sous-secteurs ont affiché une augmentation des ventes en 2016. Les ventes de véhicules automobiles neufs ont continué de se situer à des niveaux sans précédent en 2016, sous l'effet des hausses soutenues de la demande de véhicules utilitaires sport et de camionnettes. L'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique étaient les principales provinces à l'origine de la croissance en 2016, alors que l'Alberta a été la seule province à afficher une diminution des ventes annuelles, en baisse de 1,6 %.

Au début de 2017, les ventes au détail ont progressé sous l'effet de hausses généralisées, y compris de la vigueur soutenue des ventes de véhicules automobiles. Les ventes du secteur ont augmenté de 2,2 % en janvier.

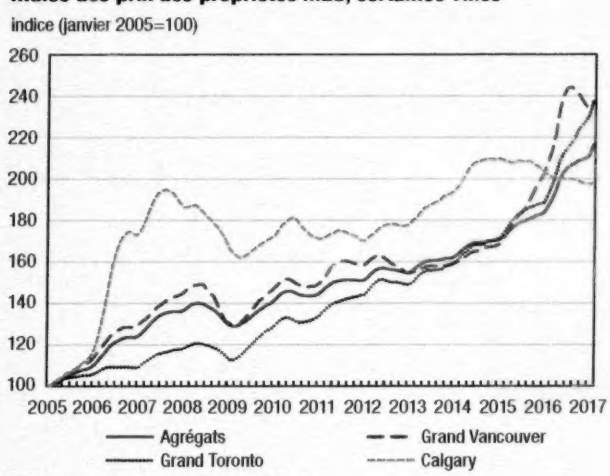
Les prix des maisons ont légèrement diminué à Vancouver et ont augmenté à Toronto

L'augmentation des prix des maisons s'est poursuivie pendant le deuxième semestre de 2016, mais le rythme de l'augmentation a ralenti par rapport au premier semestre de l'année. Selon les estimations de l'Indice des prix des propriétés MLS composite agrégé, les prix des maisons ont affiché une hausse de 14,8 % d'une année à l'autre en décembre 2016 et ont continué d'augmenter au début de 2017 pour afficher une hausse de 16,0 % en février (graphique 14)[2].

Après avoir affiché des hausses notables au premier semestre de l'année, les prix des maisons dans la région du Grand Vancouver ont légèrement diminué au cours du deuxième semestre de 2016. Cette diminution a coïncidé avec l'entrée en vigueur en août 2016 de nouvelles dispositions législatives provinciales imposant une taxe foncière supplémentaire de 15 % sur le transfert de propriété aux étrangers achetant des biens immobiliers résidentiels dans la région du Grand Vancouver. D'une année à l'autre, la croissance des prix des maisons à Vancouver a ralenti pour se situer à 17,8 % en décembre, en baisse par rapport à 32,1 % en juin 2016.

Dans la région du Grand Toronto, l'augmentation des prix des maisons a continué de s'accélérer pendant le deuxième semestre de 2016, passant d'une croissance d'une année à l'autre de 16,0 % en juin à 21,2 % en décembre. À Toronto, les prix ont continué leur remontée au début de 2017. Par contre, à Calgary, les prix des maisons ont poursuivi leur tendance à la baisse au cours des derniers mois pour atteindre leur niveau le plus bas depuis 2014.

Graphique 14
Indice des prix des propriétés MLS, certaines villes



Source : L'Association canadienne de l'immeuble.

Le nombre mensuel moyen de mises en chantier d'habitations s'est établi à 198 000 (données désaisonnalisées aux taux annuels) au deuxième semestre de 2016, affichant ainsi peu de variation par rapport au premier semestre de l'année. Par ailleurs, le nombre mensuel moyen de mises en chantier au deuxième semestre a diminué en Colombie-Britannique et a légèrement augmenté en Alberta et au Québec. L'activité de mises en chantier de logements neufs a repris au début de 2017, en raison de l'augmentation des mises en chantier de logements multifamiliaux en Ontario. En effet, le nombre mensuel moyen de mises en chantier d'habitations en Ontario (données désaisonnalisées aux taux annuels) a augmenté, passant d'environ 80 000 habitations à la fin de l'année à 100 000 habitations en janvier. Cette croissance est attribuable à une augmentation du nombre de mises en chantier à Toronto et à Ottawa.

Les investissements dans la construction de nouveaux logements, mesurés d'une année à l'autre, se sont maintenus à un rythme soutenu à la fin de 2016. La croissance des dépenses relatives aux maisons individuelles, qui s'est accélérée pour atteindre 14,9 % d'une année à l'autre en décembre, a soutenu la hausse des investissements. Les dépenses d'investissement en immeubles d'appartements ont ralenti vers la fin de 2016.

Le taux d'inflation global a affiché une légère hausse au début de 2017

L'inflation des prix à la consommation, mesurée d'une année à l'autre, s'est située en moyenne à 1,3 % au cours des six derniers mois de 2016. Au cours de cette période, le fléchissement des prix des aliments a été contrebalancé par des variations des prix des transports et du logement.

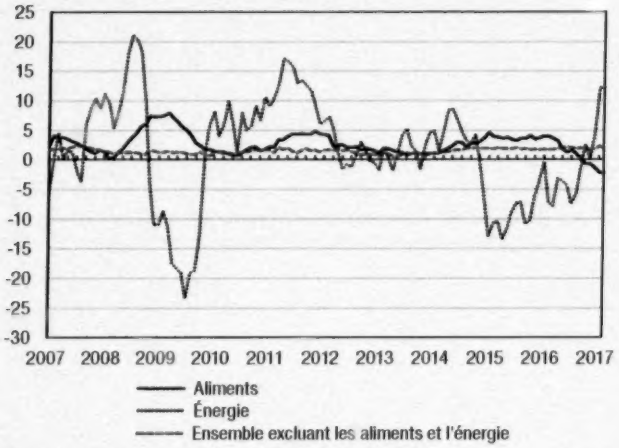
À la fin de 2016, les prix des aliments ont affiché une diminution d'une année à l'autre, tandis que les prix de l'énergie ont augmenté (graphique 15). Le recul des prix des aliments d'une année à l'autre observé en octobre, attribuable à une diminution des prix des fruits frais, de la viande et des produits laitiers, marque la première diminution d'une année à l'autre de l'indice des prix des aliments depuis janvier 2000. Les prix des aliments ont continué d'afficher une baisse d'une année à l'autre pour la période de novembre 2016 à février 2017. Les prix de l'énergie se sont accrus au cours de la période de 12 mois s'étant terminée en octobre, ce qui a marqué la première hausse d'une année à l'autre de l'indice des prix de l'énergie en deux ans; ils ont continué d'augmenter de novembre à février.

À l'exception des aliments et de l'énergie, l'inflation des prix à la consommation s'est située en moyenne à 1,9 % au deuxième semestre de 2016, ce qui équivaut à l'augmentation moyenne observée au premier semestre.

2. L'Indice des prix des propriétés MLS (IPP MLS) est publié par l'Association canadienne de l'immeuble. L'indice contrôle les différences dans diverses activités de vente au fil du temps. L'IPP MLS composite agrégé regroupe des données sur les transactions dans 11 grands marchés et comprend des données sur les maisons à un et à deux étages, les maisons en rangée et les appartements. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter le document *MLS Home Price Index Methodology*, version 2.1, qui a été publié le 6 juillet 2016 par l'Association canadienne de l'immeuble.

Graphique 15
Indice des prix à la consommation, certains agrégats

variation d'une année à l'autre (pourcentage)



Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 326-0020.

La croissance de l'Indice des prix à la consommation est en partie attribuable à une augmentation des prix des logements en propriété au cours du deuxième semestre de 2016. L'indice du coût de remplacement par le propriétaire, qui indique les variations des prix des logements neufs, a légèrement augmenté pour afficher une variation d'une année à l'autre se situant au-delà de 4 % au cours des trois derniers mois de l'année.

Après s'être accéléré au printemps, la variation pour l'indice des biens durables, qui inclut les prix des voitures particulières, a ralenti à la fin de 2016, pour afficher une variation d'une année à l'autre de 2,2 % en novembre et en décembre. Les prix des biens non durables ont connu une diminution d'une année à l'autre pendant quatre des six derniers mois de 2016.

Les taux de variation des mesures privilégiées de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada, l'IPC-tronquée, l'IPC-médiane et l'IPC-commune, se sont situés en deçà de 2 % à la fin de 2016[3].

Pour l'ensemble de l'année 2016, la croissance moyenne annuelle de l'Indice des prix à la consommation s'est établie à 1,4 %.

Plus récemment, le taux d'inflation global a affiché une légère hausse de 2,1 % en janvier 2017, alors que l'augmentation d'une année à l'autre des prix de l'énergie s'est accélérée pour atteindre 12,1 %, en partie en raison de la diminution des prix du pétrole brut au début de 2016. Le taux d'inflation global s'est situé à 2,0% en février 2017.

Le cours des actions s'est redressé au deuxième semestre de 2016 sous l'effet des indices de l'énergie et de la finance

Le cours des actions à Toronto (indice composé Standard and Poor's/Bourse de Toronto [S&P/TSX]) a continué de se raffermir au deuxième semestre de 2016, après avoir repris à la suite des creux enregistrés au début de l'année. L'indice composé a augmenté pour clôturer l'année à 15 288, en hausse de 8,7 % par rapport à juin et de 17,5 % par rapport à la fin de 2015. Les indices de l'énergie, de la finance et de l'industrie ont affiché des hausses notables au cours du deuxième semestre de l'année, tandis que l'indice de l'or a reculé après avoir enregistré des hausses au premier semestre.

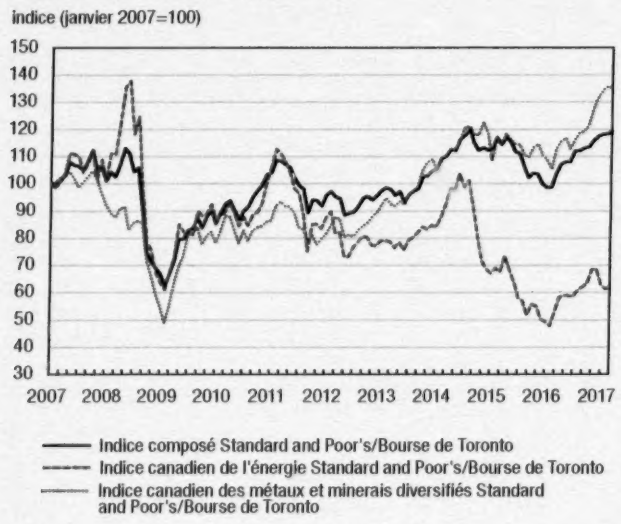
Plus récemment, au début de 2017, le cours des actions a continué de se raffermir. Après avoir légèrement augmenté en janvier, l'indice composé S&P/TSX a atteint un sommet le 21 février, avant de diminuer légèrement pour s'établir à 15 399 à la fin du mois. L'indice composé s'est clôturé à 15 548 à la fin de mars.

Les rendements des obligations de référence du gouvernement du Canada se sont accrus à la fin de 2016 et au début de 2017. Les rendements des obligations à 5 ans se situaient à 1,16 % à la fin de 2016, en hausse de 0,74 % par rapport à l'année précédente. Les rendements des obligations à 10 ans se situaient à 1,73 % en décembre, en hausse de 33 points de base par rapport à décembre 2015.

Plus récemment, les rendements des obligations à 10 ans ont augmenté pour se situer à 1,82 % en janvier 2017, avant de diminuer en février et en mars.

3. Pour en savoir plus sur ces mesures, veuillez consulter le document d'information générale *Mesures privilégiées de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada.*

Graphique 16
Indice canadien de la finance Standard and Poor's/Bourse de Toronto, certains indices



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 176-0047.

Le dollar canadien s'est légèrement déprécié par rapport au dollar américain au cours du deuxième semestre de 2016, pour clôturer l'année à 75,0 cents américains[4], à la suite de fluctuations importantes du taux de change au cours du premier semestre de 2016. Le dollar s'était alors déprécié pour atteindre une valeur de négociation de 68,69 cents américains au début de 2016, avant de s'apprécier pour se négocier à plus de 79 cents américains à la fin d'avril[5].

Graphique 17
Taux de change

Notes : CTCEC : indice de taux de change effectif du dollar canadien. Le taux $CAN/$US est fondé sur la moyenne du cours du comptant à midi. Le TCEC sans le $US est fondé sur les taux à la fin du mois.
Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableau 176-0064; et Banque du Canada.

Sur une base pondérée en fonction des échanges commerciaux du pays, le dollar canadien s'est raffermi par rapport aux principales devises autres qu'américaines à la fin de 2016, entre autres par rapport à l'euro et à la livre sterling du Royaume-Uni.

Plus récemment, le dollar canadien s'est apprécié par rapport au dollar américain en janvier et en février, avant de diminuer pour s'établir à 74,7 cents américains en mars.

Les prix des marchandises ont crû sous l'effet de la croissance des prix de l'énergie

Après une reprise au premier semestre de 2016, les prix des marchandises ont légèrement augmenté au cours du deuxième semestre de l'année, stimulés par l'augmentation des prix des produits énergétiques. À la fin de l'année, les prix des marchandises avaient augmenté de 23 % d'une année à l'autre, sous l'effet d'une hausse de 46,6 % des prix de l'énergie.

À l'exception des prix de l'énergie, les prix des marchandises ont affiché une légère augmentation de 2,9 % d'une année à l'autre, alors que les prix du poisson, des produits forestiers et des métaux et minerais ont augmenté.

Dans l'ensemble, à la fin de 2016, les prix des marchandises sont demeurés environ 15 % en deçà des prix observés deux ans plus tôt.

Plus récemment, les prix des marchandises ont augmenté légèrement en janvier et en février, avant de diminuer de 3,4 % en mars 2017.

Les actions et le logement ont soutenu une hausse de la valeur nette des ménages

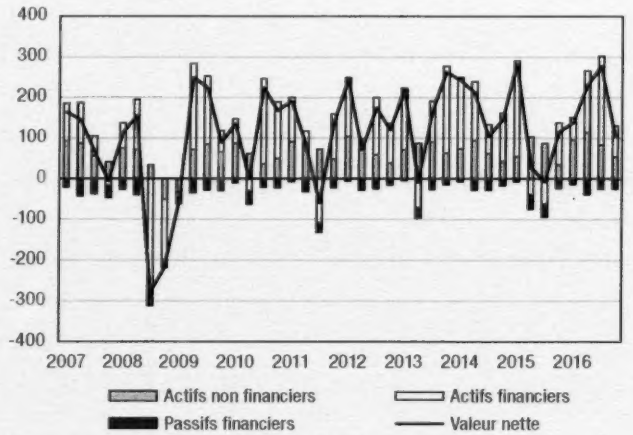
La valeur nette des ménages a augmenté de 1,0 % au quatrième trimestre de 2016, après avoir progressé de 2,8 % au troisième trimestre. Les hausses de la valeur nette des ménages observées au cours de ces deux trimestres sont principalement attribuables à l'augmentation de la valeur des actions et des parts de fonds d'investissement, de même qu'à l'augmentation de la valeur des terrains et des bâtiments résidentiels. Au quatrième trimestre, la valeur totale de l'actif des ménages a totalisé 12,3 billions de dollars, alors que celle du passif s'est chiffrée à 2,05 billions de dollars.

4 Le taux de change publié est le taux au comptant moyen à midi pour le mois de décembre 2016. Voir Statistique Canada, tableau CANSIM 176-0064.
5. Cette variation observée au début de l'année est fondée sur les cours de clôture quotidiens.

Le ratio de la dette sur le marché du crédit des ménages au revenu disponible s'est accru pour atteindre 167,3 % au quatrième trimestre, alors que le ratio du service de la dette des ménages, qui inclut les paiements des intérêts et du principal, a légèrement diminué pour se chiffrer à 14,0 %[6]. Le ratio de la dette aux actifs des ménages s'est établi à 16,7 % à la fin de 2016 et a affiché une tendance générale à la baisse depuis le sommet de plus de 19 % atteint pendant la récession de 2008-2009.

Graphique 18
Variation de la valeur nette des ménages

en milliards de dollars



Notes : Les valeurs négatives indiquent une diminution de la valeur des actifs ou une augmentation de la valeur des passifs.
Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 378-0121.

6 Les données déclarées l'actif et le passif des ménages, et les estimations de l'endettement global du secteur non financier par rapport à la revenue disponible ne sont pas désaisonnalisées. Les estimations sur le ratio du service de la dette sont désaisonnalisées aux taux annuels.

Bibliographie

Richards, E. 2017. *Repositionnement des fabricants de véhicules automobiles en 2015.* Aperçus économiques, nº 68. Produit nº 11-626-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa, Statistique Canada.

Richards, E. 2017. *Une série de présentations de Statistique Canada sur l'économie, l'environnement et la société.* Produit nº 11-631-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa, Statistique Canada.

Statistique Canada. *Mesures privilégiées de l'inflation fondamentale de la Banque du Canada.* Dernière mise à jour le 18 novembre 2016. Disponible au lien suivant : http://www23.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/document/2301_D63_T9_V1-fra.htm (consulté le 22 mars 2016).

■